

L'exil allemand et la sociologie: 1933 et 1945

In: Genèses, 26, 1997. pp. 143-153.

Résumé

■ Sven Papcke: L'exil allemand et la sociologie: 1933 et 1945 Après 1933, les universités allemandes furent «mises au pas», mais l'éviction : des groupes que les nazis considéraient comme des opposants (la gauche) ou des ennemis (les Juifs) affecta moins les historiens, par exemple, que les sociologues. Leurs traditions de recherche ne pouvaient se perpétuer qu'en exil. On aurait pu penser qu'après la libération de 1945, cette discipline allait rappeler les exilés. Mais l'« heure zéro » ne fit que creuser le fossé qui s'était établi pendant les années noires: la sociologie redémarrera sous influence américaine et la réappropriation des interrogations, innovations et écoles de la sociologie en exil s'est fait attendre pendant des décennies et n'est toujours pas achevée.

Abstract

The German Exile and Sociology: 1933 and 1945 After 1933. German universities were "brought to heel"; but the Nazi eviction of groups viewed as opponents (the Left) or enemies (the Jews) had less effect on historians, for example, than . on sociologists. The research traditions : of the latter could not be pursued in . exile. One might have assumed that after the Liberation in 1945, the discipline would have brought its exiled members back into the fold. But «zero hour» only widened the gulf that had developed during the dark years of Nazism. Sociology started up again, this time under American influences, whereas it has taken decades to re-appropriate the questioning, innovation and schools of sociology in exile which even now has still to be completed..

Citer ce document / Cite this document :

Papcke Sven, Auger Marie-Claude. L'exil allemand et la sociologie: 1933 et 1945. In: Genèses, 26, 1997. pp. 143-153.

doi : 10.3406/genes.1997.1438

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1997_num_26_1_1438

«Let's not look back in anger,
or forward in fear,
but around in awareness.»

James G. Thurber

L'exil allemand et la sociologie: 1933 et 1945

Sven Papcke

«La première loi que j'aurais souhaité voir adopter au gouvernement d'après-guerre, aurait été une loi interdisant pour toujours aux anciens membres du Parti nazi de prendre part aux organes de la constitution, de l'administration et de la législation. Aucune loi de la sorte n'ayant été promulguée, le déclin moral de la République Fédérale d'Allemagne était prévisible.»

C'est ainsi que le psychologue de la culture Ernest Bornemann, qui avait quitté Berlin à l'âge de 18 ans pour trouver en Angleterre une «terre d'exil librement choisie», formulait la déception qu'avait suscitée en lui l'après-guerre¹. La population, en dépit de ses expériences du nazisme, avait manifesté en effet peu d'enthousiasme pour les innovations, tandis que la majorité de ceux qui avaient connu l'exil et la résistance considéraient que le seul moyen de surmonter la faute collective aurait été une véritable épuration.²

D'autres rapatriés, parmi lesquels le sociologue de Hanovre Willy Strzelewicz, avaient une vision moins pessimiste des choses³. Si l'on compare avec les ressentiments qui avaient contaminé la politique après la Première Guerre mondiale, on ne pouvait, selon eux, parler ici de restauration, ni de modernisation ratée. Dans l'Allemagne de l'après-guerre, le retour à la démocratie s'était déroulé de manière plutôt courtoise. Ils s'accordaient cependant avec la critique pour reconnaître que sur bien des plans, la chance qu'avait représentée «l'heure zéro» avait été gâchée. En dépit des séismes qui avaient accompagné la fin du III^e Reich, on avait opté pour la continuité. Comme en 1990, les énergies se canalisèrent plus sur l'économie que sur la morale et, déjà à l'époque, on parlait plus de table ronde que de table rase. Le refoulement que cela impliquait, sans «*confessio oris, contritio cordis ou satisfactio operis*», était déjà contestable à l'époque : l'absence de



1 «Erfahrungsberichte deutscher Emigranten», in Bernt Engelman, *Literatur des Exils* [colloque du PEN-Club, Brême, 1980], München, Goldmann, 1981, p. 59. Les problèmes des archives de la Stasi montrent bien que des exigences de cette sorte ne risquaient guère d'être réalisées. Cf. Christa Hoffmann, *Stunden null? Vergangenheitsbewältigung in Deutschland 1945 und 1989*, Bonn & Berlin, Bouvier, 1992, pp. 205 et suiv.

2. Cf. Georg K. Glaser, *Geheimnis und Gewalt. Ein Bericht*, Stuttgart, Scherz & Goverts, 1953. Gustav Stolper (*Die deutsche Wirklichkeit*, Hamburg, Claasen & Goverts, 1949, pp. 76 et suiv.) explique pourquoi cela n'était pas possible, quelle que soit par ailleurs la volonté du gouvernement.

3. Interview sur l'exil, 12 janvier 1982 à Hanovre, archives de l'auteur.



4. Ce ne fut pas le cas, même si la «deuxième faute» (Giordano) que constituait l'absence de mise en cause du passé avait entraîné à la place une moralisation des années noires par les générations suivantes, ce qui, avec le temps, pouvait devenir un problème car cela revenait à se détourner du présent. Cf. Ian Buruma, *Erbschaft als Schuld*, München, Hanser, 1994; Sven Papcke, «Auf der Habenseite», *Perspektiven DS*, n°2, 1995, pp. 144 et suiv.

5. *Die Zerstörung der deutschen Literatur*, München, List, sd., pp. 11 et suiv.

6. Cf. un des premiers bilans culturels de l'après-guerre : Joachim Moras, Hans Paeschke (éds), *Deutscher Geist zwischen Gestern und Morgen*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1954.

7. Cf. Christian Graf Krockow, *Von deutschen Mythen*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1995.

8. Cf. S.P. Turner, Dirk Käsler (éds), *Sociology Responds to Fascism*, London, Routledge, 1992, pp. 88 et suiv.

9. C'est seulement quatorze ans après la fin de la guerre que l'on trouve pour la première fois dans une revue spécialisée un article de fond parlant de ceux qui avaient fait la une des journaux sous le troisième Reich. Jusqu'en 1979, seulement cinq analyses traitant du problème du fascisme ont été publiées dans des revues spécialisées. Cf. Rainer Middendorf, *Das Thema Nationalsozialismus in soziologischen Zeitschriften und den Protokollen der deutschen Gesellschaft für Soziologie von 1946 bis 1983*, Thèse de diplôme, Münster, 1985.

10. Si l'on fait abstraction des articles de commémoration et de souvenirs - nullement dépourvus d'importance sur le plan heuristique - qui témoignent d'impressions mais ne visent pas l'analyse, cf. Sven Papcke, «Entlastet von Gemeinschaftsmythen. Die deutsche Soziologie im Exil», in Edith Böhne, Wolfgang Motzkau-Valeton (éds), *Die Künste und Wissenschaften im Exil*, Gerlingen, Lambert Schneider, 1992, pp. 401 sq.

11. Tandis que les «Francfortistes» (Brecht) s'occupaient de la normalisation de leur renommée, König considérait les traditions locales de la discipline comme obsolètes. En revanche, il n'était pas dans l'intérêt de Schelsky, lui-même impliqué, pas plus que dans celui des représentants de la sociologie du Reich qui s'étaient regroupés dans la «Sozialforschungsstelle Dortmund» [section de recherche en sciences sociales de Dortmund] à l'université de Münster, de débattre du rôle problématique qu'avait eu leur propre discipline pendant les années noires du nazisme.

12. Ainsi paraît-il prématuré de parler d'une «base de plus en plus sûre» qui permettrait de se tourner vers une sociologie de la sociologie de l'exil (cf. Ilja Srubar, éd., *Exil, Wissenschaft, Identität. Die Emigration deutscher Sozialwissenschaftler 1933-1945*, Francfort sur le Main, Suhrkamp, 1988, p. 7).

mise en cause des expériences passées, telle que la concevait Freud, peut ouvrir la voie à des névroses ultérieures.⁴

«Après l'euphorie de la reconstruction, après la grande fuite dans l'oubli de l'horrible», observe Walter Muschg, «certains signes montrent que l'on commence à réaliser combien il est dangereux de vivre ainsi sans repères».⁵ Contrairement à l'optimisme ambiant qui voulait que les déficits intellectuels causés par l'intrusion nazie aient été comblés⁶, on déplorait «l'élimination d'une génération» (Muschg) et la sclérose du climat intellectuel qui ne devait être remis en cause qu'avec les mouvements étudiants⁷. Le citoyen moyen dominait aussi dans les universités.

Dans la recherche scientifique, on évitait systématiquement le III^e Reich. Ainsi, en sociologie, il n'y avait pas de recherches sur les origines de faits sociaux comme les tendances d'extrême-droite de la population déjà sous la République de Weimar⁸, ou sur le rôle que la sociologie avait elle-même joué sous le totalitarisme.⁹

Dans l'Allemagne de l'après-guerre, on a longtemps ignoré la sociologie en exil¹⁰. Le champ thématique et méthodologique des traditions de la recherche allemande qui s'était développé à l'étranger avait ainsi subi la double «rupture» de 1933 et 1945. Il fut ensuite réintroduit en partie comme s'il s'agissait d'un nouveau produit occidental. Somme toute, la sociologie ignorait le phénomène de l'exil. Toutes les institutions de la corporation dominantes à l'époque, à Francfort (Theodor Adorno et Max Horkheimer), Cologne (René König), Hambourg (Helmut Schelsky), Münster-Dortmund (Wilhelm Brepohl et Gunther Ipsen) et Darmstadt (Institut für sozialwissenschaftliche Forschung), ne semblaient guère prêtes à se livrer à une réflexion critique sur la question de l'émigration, voire à intégrer de manière productive l'évolution que la sociologie avait connue en exil, ce qui aurait pu

constituer un facteur de modernisation interne. Et ce pour diverses raisons¹¹.

Le fait que même les rapatriés évitaient ce champ thématique est bien l'expression d'une intimidation car, dans son ensemble, le thème de l'exil était chargé d'une connotation sociale négative. C'est pourquoi d'innombrables auteurs de l'émigration et d'importants ouvrages de sciences sociales écrits alors sont demeurés inconnus¹². Il convient de citer ici Evelyn Anderson ainsi que Reinhold Aris, Paul Roubiczek, Charlotte Luetkens ou encore Frieda Wunderlich, Fritz Pappenheim : nous pourrions continuer cette énumération sur des pages et des pages.

Même si des œuvres de l'exil ont fini par être traduites, souvent avec un retard de plusieurs décennies, l'actualité persistante de la sociologie en exil avec son humanisme de la société civile et son diagnostic antipositiviste de l'époque reste méconnue¹³. Par conséquent, on ne peut situer sur un plan historiographique, voire sur un plan techniquement innovateur, la sociologie en exil en tant que réalisation culturelle, car il est encore trop difficile de distinguer, dans leurs grandes lignes, les faits (migration, productivité, engagement), les schémas qualitatifs (formes de la recherche, de la réflexion et de l'enseignement) et les changements de formes (symbioses culturelles). Certes, la sociologie n'est pas la seule discipline à avoir perdu le fil de sa tradition. D'autres se trouvaient dans une situation encore pire. Une carrière de sociologue supposait impérativement une aptitude non seulement à l'anamnèse sociale et à la thérapie socio-politique, mais aussi une orientation historique¹⁴.

Sociologues exilés

Le sociologue Ernst Grünfeld, professeur à l'université de Halle jusqu'en 1933, souhaitait que l'« exclusion » soit considérée comme

le problème ou le thème particulier de l'exil. Mais dans un des romans de Klaus Mann où il est question des émigrés, l'auteur met l'accent sur un autre point essentiel : « Je ne crois pas », déclare dans ce livre un sociologue réfugié, « qu'il y ait jamais eu une émigration aussi dépourvue d'unité que la nôtre ».¹⁵

Contrairement à d'autres exodes de réfugiés, on ne pouvait discerner d'identité sociale ou culturelle dans l'émigration allemande. Même l'expulsion du pays et l'opposition au régime nazi ne suffisaient pas à masquer les autres différences.

Cette absence d'unité fit que, sur le plan politique comme sur le plan idéologique, il était impossible d'avoir un schéma solidaire de l'émigration. Pour la Gestapo, « les exilés se retrouvaient tous dans la même marmite » (Feuchtwanger), mais la présence d'un ennemi commun ne gommait en rien les incompatibilités. Il n'y a pas que sur la « question allemande » que les quelque vingt ou trente mille « émigrés politiques » (Kühner-Wolfskehl), avaient une position tout à fait différente de la masse – que l'on a appelé de manière un peu méprisante « l'émigration économique » – des émigrés juifs apolitiques et pourtant menacés dans leur existence même par la folie raciste.

La distinction conceptuelle entre les expulsés et les réfugiés souligne ces différences. Avec son assimilation dans un nouveau milieu social, la masse des expulsés de force se désintéressa non seulement des vieilles questions politiques, mais aussi d'un éventuel retour au pays. Néanmoins, dans ce cas précis, la cause de l'exil est secondaire même si, pour la recherche, elle joue un rôle important. Peu importait au fond que l'on ait été contraint de quitter le Reich parce que les détenteurs du pouvoir interdisaient de penser ou parce qu'ils mettaient l'existence en danger, cela ne changeait rien au



13. Volker Kruse, *Historisch-soziologische Zeitdiagnosen*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1994.

14. Cf. Sven Papcke, «Die Professionalisierung der Soziologie oder über den Verlust an Bodenhaftung», in Gabriele Althaus et al. (éds), *Über die Kunst, Experten zu widersprechen*, Berlin, Metropolis, 1992, pp. 167 et suiv.

15. *Der Vulkan* [1939], Reinbek, Rowohlt, 1981, p. 103.

16. Anthony Heilbut, *Exiled in Paradise. German Refugee Artists and Intellectuals in America from 1930s to the Present*, New York, Viking, 1983, p. 23.

17. Cf. Walter Laqueur, «Préface», in Henry Pachter, *Weimar Etudes*, New York, Columbia University Press, 1982, p. xvi.

18. Interview sur l'exil, 3 juin 1983 à Francfort sur le Main, archives de l'auteur.

19. Cf. Sven Papcke, «Weltferne Wissenschaft. Die deutsche Soziologie in der Zwischenkriegszeit», in *Ordnung und Theorie*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1986, pp. 168 et suiv.

20. «Ende der Klassengesellschaft? Zur Analyse des Faschismus» [1938-1939], in Jürgen Kocka (éd.) *Kapitalismus, Klassenstruktur und Probleme der Demokratie in Deutschland 1910-1940*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1979, pp. 242 et suiv.

21. Cf. Christian Ludz, *Mechanismen der Herrschaftssicherung*, München, Hanser, 1980.

22. L'analyse sociale ne pouvait plus déduire les facteurs déterminants d'une action à partir d'une évolution réelle, mais à partir d'une évolution politiquement sanctionnée.

23. Néanmoins la thèse selon laquelle il y aurait une dynamique propre au travail d'explication scientifique des faits relève du pur scientisme. La connaissance des faits à elle seule ne peut suffire à leur compréhension. La théorie de la convergence, par exemple, comptait en vain sur la complexité contraignante des faits objectifs pour s'affirmer contre les décisions du pouvoir politique. En fin de compte, c'est l'inefficacité économique et l'absence de motivation qui a fait basculer le système de 1917.

24. Pour les critères, cf. Robert K. Merton, «Science and Democratic Social Structure» [1942], in *Social Theory and Social Structure*, London, Collier-Macmillan, 1964, pp. 550 et suiv.

25. Otthein Rammstedt, *Deutsche Soziologie 1933-1945. Die Normalität einer Anpassung*, Francfort sur le Main, Suhrkamp, 1986. Ce boom avait besoin d'une génération de sociologues susceptibles d'influencer la période de l'après-guerre.

26. Sven Papcke, «Zur historischen Sozialwissenschaft der Zwischenkriegszeit», in Georg Kneer et al. (éds) *Soziologie, Zugänge zur Gesellschaft*, Münster & Hambourg, Lit, 1994, pp. 81 et suiv.

fait qu'il faille quitter le pays, cela comptait uniquement pour l'attitude que l'on adopterait en exil.

La « guillotine intellectuelle » (Helge Pross) fonctionna de diverses manières à partir de 1933. « *The titans of German scholarship* » s'exilèrent parce que tous les courants qui déplaisaient à un régime moderniste mais anti-rationaliste, avaient été anéantis¹⁶. Il est vrai que certains réfugiés, pour ne pas parler des expulsés, avaient parfois flirté avec une certaine forme d'irrationalisme « maison ». Mais l'expérience de l'exil et le déracinement qui en résultait mit fin à tout rapprochement avec l'esprit *Völkisch*¹⁷. Avec le temps, les choses empiraient. Il n'était plus possible de s'adonner à une réflexion intellectuelle sur cette expérience en restant dans le pays.

C'est ainsi que Joseph Maier, membre de l'« Institut für Sozialforschung » (Institut pour la recherche sociale) réfugié aux États-Unis décrivait la tâche des sociologues exilés :

« Nous nous attachons à protéger et à conserver la langue et la culture allemandes et ensuite à renverser le régime nazi et à contribuer à l'avènement d'un monde mieux organisé ».¹⁸

Avant 1933, la sociologie allemande n'avait pas brillé par son attachement à la praxis, mais plutôt par l'abstraction de ses thèmes et de ses discours¹⁹. Après l'avènement du régime, la discipline continua d'exister mais avec des fonctions désormais subalternes. Le potentiel des sciences sociales était toujours là, mais il en était réduit à satisfaire aux besoins de l'État et tellement mis sous tutelle que, d'après Emil Lederer, les conditions minima nécessaires à son développement n'étaient plus remplies²⁰. La sociologie sous tutelle qui continuait d'exister dans le Reich avait pour mission, tout comme la sociologie du régime soviétique²¹, de gommer les crises en gérant les conflits et non pas en donnant une explication des causes qui permettrait de remédier au conflit²². D'ailleurs le « millénaire » ne produisit aucune œuvre de haut niveau.

L'esprit n'est productif que dans la «subversion» (Burckhardt) et pas quand il est asservi par l'État. En outre, ce qui est déterminant pour le niveau d'un système scientifique, ce n'est pas la recherche en soi, mais l'objet de la recherche et le degré d'autonomie dont on dispose²³.

Compte tenu des circonstances politiques et de sa soumission au régime, la sociologie du Reich n'existait plus comme moyen de connaissance des faits sociaux²⁴, même si elle existait encore comme discipline universitaire et était d'ailleurs dans une phase florissante sur le plan quantitatif²⁵.

Et pourtant peu avant 1933, une nouvelle tendance thématique et méthodologique s'était manifestée, qui ne pouvait survivre qu'en exil. Une nouvelle génération de chercheurs avait développé une théorie critique des structures de la société moderne qui ébranlait les bases même de l'*Establishment*. Nous nous contenterons de citer ici Götz Briefs, Eduard Heimann, Paul Honigsheim, Karl Landauer, Siegfried Landshut, Adolf Löwe, Siegfried Marck, Jacob Marschak, Jacob Peter Mayer, Alexander Rüstow, Albert et Gottfried Salomon, Heinz Ziegler, qui durent tous quitter le pays.

Le fait que ce courant innovateur de la fin des années vingt²⁶ ait été complètement anéanti avec l'avènement du «Royaume des démons inférieurs» (Niekisch) rend le changement de paradigme particulièrement évident. C'est peut-être Karl Mannheim qui a personnifié de la manière la plus frappante la théorie critique des structures et de l'évolution de la société²⁷. Comme lui, tous les autres innovateurs s'opposaient aussi bien aux pratiques scientifiques plutôt «gérocratiques» en vigueur jusque là, qu'aux inepties de la contre-renaissance nazie qui après la «capture de pouvoir» (Glaser) passait rigoureusement au crible les moindres tendances qui allaient en ce sens.²⁸

Changement de décor

Avec l'émigration, la dramaturgie politique et l'histoire culturelle sont étroitement imbriquées. Ce qui pour beaucoup de sociologues signifiait la «destruction d'un avenir» (Grefrath) ouvrait en même temps de nouveaux horizons à la corporation. Persécutée en Allemagne, l'analytique de l'organisme social [*Sozialgebilde-Analytik*] avait aussi du mal à se faire accepter à l'étranger. Cependant la «*near-symbiosis of two widely contrasting traditions*»²⁹ que l'exil impliquait constituait un événement intellectuel essentiel pour cette époque. Mais au début, au moins jusqu'au commencement de la guerre, les chercheurs scientifiques émigrés ne jouissaient d'aucune estime particulière. Leur «impact intellectuel» ne parvenait pas à attirer l'attention des pays d'accueil sur la nécessité de contrer à temps le totalitarisme de l'Europe centrale.

C'est aussi une des raisons pour lesquelles, selon Heinz Abosch, l'exil faisait l'effet d'une maladie qui «mettait en quarantaine ceux qui en étaient atteints».³⁰ Toutefois, de nombreux réfugiés tenaient à cette «confrontation du spéculatif avec un sens très développé des responsabilités face au réel» que représentait l'expérience de l'exil³¹.

Dans la mesure où la «fuite élargit l'horizon» (Kerr), ce «“plus” que représente l'émigration» (Gustav Mayer) s'est avéré positif pour l'évolution de la discipline et cela pas seulement en comparaison avec les expériences vécues en Allemagne. Avec l'exil, le changement de milieu libérait en quelque sorte les sociologues de modes d'argumentation avec lesquels les «modernistes» (Ringer) avaient dû eux aussi se battre, même si selon René König, ils auraient mieux fait de les traiter par l'ironie³².

Ce changement forcé de milieu, compte tenu de l'asphyxie à laquelle étaient soumis tous les styles de pensée progressistes qualifiés



27. Cf. son programme scientifique: *Gegenwartsaufgaben der Soziologie*, Tübingen, Mohr, 1932.
28. C'est la raison pour laquelle la sociologie traduit bien le renversement culturel qui va suivre.
50 % de ses représentants étaient concernés par la persécution intellectuelle qui suivit la «loi de restauration du fonctionariat de métier» [*Berufsbeamtentum*]. C'est ainsi que sur la première «liste d'épuration» des universités du 13 avril 1933, sur 15 noms, on trouve 12 spécialistes en sciences sociales.
29. Stuart Hughes, *The Obstructed Path*, New York, Harper & Row, 1964, p. 8.
30. «Das unwillige Abenteuer des Exils», *Süddeutsche Zeitung*, 14-15 juillet 1979.
31. Selon les termes d'Adorno, *Auszug des Geistes*, Bremen, 1962, p. 128.
32. Cf. F.K. Ringer, *Die Gelehrten*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1983, pp. 330 et suiv. On ne pense pas seulement à la phraséologie nationaliste, mais également à la préciosité qui dominait les colloques sociologiques à l'époque. La tendance à l'objectivité qui se fait jour en 1922, pouvait non seulement s'épanouir sur la terre d'exil, mais le changement de milieu peut aussi être considéré comme une possibilité de «dépasser le provincialisme» (Paul Tillich, «Mind and Migration», *Social Research*, vol. 4, 1937, pp. 295 et suiv.).
33. Carlo Schmid, *Die Forderung des Tages*, Stuttgart, Klett, 1946, pp. 129 et suiv. Si l'on excepte les trouvailles ultérieures comme les journaux intimes du romaniste Victor Klemperer (1995) qui ressemblent plus à un effort pour respirer qu'à une étude analytique de la brutalité chaotique de l'ordre nazi.
34. À propos de ces conflits et du milieu culturel dans lequel ils apparaissent, cf. Dirk Hoeges, *Kontroverse am Abgrund*, Francfort sur le Main, Fischer, 1994.
35. C'est ainsi qu'Emil Lederer («*Ende der Klassengesellschaft?*», *op. cit.*, pp. 239 et suiv.) révisa aux États-Unis le concept de «neutralité axiologique» [*Werturteilsenthaltigkeit*] dont Max Weber avait doté sa discipline et qui souvent, dans sa forme trivialisée, produisit l'effet contraire. Pour Lederer, la liberté des sciences étant elle-même devenue une composante de la liberté politique, la république des clercs ne pouvait plus faire comme si les événements politiques ne la concernaient pas. Cette position fut aussi celle de la conférence universitaire de Marburg des 12-15 juillet 1946. Cf. Kurt Reidemeister, «Über die Freiheit der Wissenschaft», *Die Wandlung*, 1^{re} année, vol. 2, n°8, août 1946, pp. 711 et suiv.
36. Adolf Muschg, «Arbeit - aufgegeben an uns selbst», *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 novembre 1984, p. B6.
37. «Die sozialwissenschaftliche Emigration und ihre Folgen», *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, Sonderheft 23, 1981, pp. 461 et suiv.

d'«*Asphaltiliteratur*» (Goebbels) sous le nazisme, obligeait à une remise en cause fondamentale de son propre travail. Les extravagances partisans et corporatistes du nationalisme allemand passaient à l'arrière-plan et l'on pouvait se concentrer sur les questions brûlantes de la modernité. Cette nouvelle orientation permit de parler d'une sociologie allemande en exil, qui non seulement se distinguait de ce que l'on avait fait jusque là en Allemagne, mais qui n'allait pas tarder à dépasser le niveau de la recherche dans la République de Weimar, sans toutefois renier des influences historiques ou même pragmatico-transcendantes. Tandis qu'en Allemagne, le travail intellectuel était interrompu parce que la servitude était éminemment réelle et déteignait sur l'humeur et sur l'esprit³³, la sociologie prenait en exil d'autres orientations, dues aussi à des expériences biographiques communes qui problématisaient la modernité, et à leur marginalité sur divers plans. Les sciences humaines traditionnelles (comprendre) se retrouvèrent amalgamées à la concrétion anglo-saxonne (expliquer) et au pragmatisme politique (agir), ce qui favorisait une association fructueuse des méthodes ainsi qu'un rapport plus direct des sciences humaines au monde. De nombreux thèmes de l'exil étaient déjà à l'ébauche avant 1933, mais souvent de façon sous-jacente. Avec la disparition des rivalités locales et les nouvelles influences d'une société ouverte, le changement de lieu rendait possible une occidentalisation plus approfondie des interrogations sociologiques et ainsi, les vieux conflits idéologiques tels que l'opposition entre esprit et intellect, entre civilisation et culture, entre esprit objectif et autonomie, ou encore entre communauté et société, apparaissaient soudain comme privés d'objet et par là même obsolètes³⁴.

En exil, les sciences humaines en général, pas seulement la sociologie, devaient se redéfinir. La sociologie se concevait comme «l'infatigable contrepoids du pouvoir» (Geiger) et

avait pour fonction principale un travail de prise de conscience et d'information.³⁵ La préface de la revue *Zeitschrift für Freie Deutsche Forschung* (n°1, Paris, 1938) va dans le même sens, soulignant que la sociologie ne peut être critique et donc efficace socialement que sous une forme indépendante. La sociologie en tant que «free speculative enterprise with universal analytical utility» (Roth) n'est pas compatible avec des restrictions quelles qu'elles soient, nationales, politiques ou autres. Une entreprise de chercheurs sous contrôle totalitaire non seulement risque de déperir mais elle ne tarde pas à se rendre aussi coupable de concessions aux directives politiques.

Sociologie en exil

L'infrastructure d'une culture allemande critique vis-à-vis d'elle-même n'a pas survécu aux années noires du nazisme. Sa réimportation était «vouée à la malédiction de l'obligation» et restait donc «limitée à l'enceinte de l'université».³⁶ C'est encore une formule optimiste, car même dans les milieux intellectuels, l'exil est resté longtemps, bien trop longtemps, un problème et un thème ignorés. Dans les années quatre-vingt néanmoins on voit resurgir au sein de la discipline une certaine curiosité pour l'exil. La sociologie en exil avec sa distance par rapport à une «normalité méprisante» (Adorno) aurait quand même apporté quelque chose à la corporation. Mais elle n'a pas été libérée de l'exil, pas même par les «mouvements étudiants» dont les choix littéraires se limitaient à des titres fortuits d'ouvrages s'intégrant dans leur champ idéologique. En se référant aux «grands livres de la sociologie en exil», Rainer Lepsius a tenté plus tard de recenser l'ensemble de la production³⁷. Mais 25 titres pouvaient-ils vraiment suffire ? Il manquait entre autres les œuvres de Ernst Bramsted, Joseph Dunner, Friedrich Hertz, Paul Honigsheim, Erich von Kahler, Leo

Kofler, Siegfried Marck, Willy Strzelewicz, Adolf Sturmthal, Stefan Szende, tandis que d'autres moins importantes y figuraient. Dans la mesure où l'on ne dispose pas de recherches trans-biographiques, c'est-à-dire systématiques et analytiques, sur la sociologie à l'étranger, on ne peut pas compléter ce catalogue d'ouvrages en y ajoutant un panorama des idées et de l'enseignement de la sociologie en exil. Néanmoins, on constate que la barbarie nazie a permis à la sociologie en exil de connaître, comme contrepartie en quelque sorte, une humanisation profonde de sa théorie de la connaissance, une démocratisation de ses formes d'organisation et une modernisation des modalités de la recherche, par conséquent cette «urbanisation» dont parlait René König. En exil, le maniérisme universitaire qui avait sévi entre les deux guerres, s'avérait insupportable maintenant qu'était devenue évidente la folie collective qui – dans des conditions absolument démocratiques – pouvait en résulter. Le bien-fondé moral des idées ne détermine certes pas la portée des théories, cependant on peut évoquer la qualité de cette sociologie en exil à travers quelques-uns de ses champs thématiques choisis à titre d'exemples.

– Le débat sur le fascisme atteint bientôt, grâce aux analyses de Peter Drucker, Ernst Fraenkel, Emil Lederer, Franz Neumann ou Friedrich Pollock, un niveau permettant de saisir la dynamique de cette «immense altération de la conscience» (Kurt Baschwitz) comme une réflexion approfondie sur le phénomène de crise.

– Dans le domaine de la pédagogie politique, on a développé le concept d'une socialisation libérale ainsi qu'en attestent les travaux d'Adorno et de ses collaborateurs, de Karen Horney ou encore de Karl Mannheim à Londres. Des études portant sur la quête de l'identité dans un environnement moderne complexe introduisent avec la catégorie de la

«tolérance à l'ambiguïté» [*Ambiguitätstoleranz*] une qualité de la réflexion sur la complexité croissante des faits sociaux.

– Sous forme du «réalisme», la sociologie politique atteint avec les travaux de J.H. Herz, H.J. Morgenthau ou Arnold Wolfers un niveau d'objectivité, dépourvu néanmoins de connotation socio-biologique, qui démontre de manière particulièrement éclatante comment la théorie sociale de l'exil fait l'amalgame entre la tradition allemande (*Realpolitik*) et les impulsions anglo-saxonnes de la modernité (société de communication).³⁸

– La sociologie de la culture prend avec Norbert Elias, Erich Fromm, Max Horkheimer, Helmuth Plessner, Karl Polanyi, Eric Voegelin et d'autres une dimension analytique sur laquelle se fonde aujourd'hui encore le rôle particulier qu'elle joue dans l'élaboration d'un diagnostic sur l'époque.

– Une théorie de la démocratie, telle qu'elle est développée dans les travaux de Karl Popper, Joseph Schumpeter ou Willy Strzelewicz justifie ce concept politique de l'action comme fondement adéquat de la résolution des conflits dans les conditions de l'économie industrielle.

– Hannah Arendt et Friedrich von Hayek, mais aussi Ludwig von Mises, Alexander Rüstow ou Franz Neumann et Emil Lederer définissent – sur la base de courants de pensée tout à fait différents – le totalitarisme comme la manifestation ambivalente d'une modernité qui, en tant que société de masse, produit des citoyens incapables, sur bien des points, de faire face.

– Sans tenir compte d'archaïsmes pseudo-communautaires, Karl Landauer, Adolf Löwe ou Wilhelm Röpke ont développé l'ébauche socio-économique d'une théorie de la nationalisation du marché qui permet enfin d'atteindre un niveau de discussion correspondant aux problèmes de gestion de l'industrialisme.



38. Cf. Christophe Frei, *H.J. Morgenthau. Eine intellektuelle Biographie*, Bern, Stuttgart & Wien, Haupt, 2^e éd., 1994.

39. Cleveland & New York, The World Publishing Co, 1963.

40. Max Horkheimer, cité par A. Heilbut, *Exiled in Paradise*, op. cit., p. 333.

41. Le retour des émigrants dans la zone est-allemande fut un vrai cauchemar. Le bolchevisme avait engendré une «dictature intellectuelle» (*Leisegang*) qui touchait aussi les rapatriés. Bien avant que le parti ait été «épuré», au milieu des années cinquante, des gens qui avaient été en exil à l'Ouest, les penseurs autonomes avaient été rayés des institutions culturelles et universitaires. Le sort de sociologues comme Henryk Grossmann, Julius Lips ou encore Alfred Meusel, qui rentrèrent dans la zone est-allemande, fut comparable à celui qu'ils avaient connu après 1933 : ils pouvaient choisir entre l'exil ou la servitude intellectuelle qui frappa les universités beaucoup plus durement que sous le III^e Reich, les détenteurs du pouvoir n'ayant alors pas eu assez de temps.

42. *Synopsis*, Lambert Schneider.

43. *Gegenwartsprobleme der Soziologie*, Potsdam, Athenaion Verlag, 1949.

44. *Soziologische Forschung in unserer Zeit*, Köln & Opladen, K.G. Specht, Westdeutscher Verlag, 1951.

On pourrait étendre encore la liste des divers champs de la recherche et évoquer la sociologie de masse, la sociologie de l'art et de la littérature, la sociologie militaire, les statistiques sociales, la sociologie du cinéma, de la médecine ou de la criminologie. En dépit de toutes les divisions régionales, théoriques et idéologiques des sciences sociales en exil, elles ont gardé un objectif commun. Le sociologue new-yorkais Albert Salomon, qui a enseigné à Cologne jusqu'en 1933, en a fait le titre d'un recueil de ses communications: *In Praise of Enlightenment*³⁹.

Répercussions

Qui pouvait rentrer en Allemagne, demande Adorno dans une interview avec Radio Brême du 20 septembre 1960, « sans s'engager [...] à faire tout ce qui serait en son pouvoir pour que l'indicible ne se reproduise plus jamais, en aucune circonstance. » Tel était sans aucun doute l'état d'esprit de nombreux sociologues rapatriés. L'exil représentait « l'autonomie individuelle, l'idée de l'*Aufklärung*, et enfin une science qui s'était débarrassée de ses œillères »⁴⁰. Mais les rapatriés rentrèrent assez tard, à quelques rares exceptions près bien après 1950, alors que les dés étaient jetés depuis longtemps⁴¹. Après 1945, la sociologie fut, elle aussi, réorganisée sans les émigrés. Aux premiers congrès de sociologues qui eurent lieu après la guerre à Francfort (1946), Worms (1948) et Detmold (1950) non seulement on retrouve toute l'élite sociologique du troisième Reich présente sans manifester le moindre repentir, mais en plus, à l'exception de Benedikt Kautsky et Herbert Sultan, tous les exilés sont absents de ces assemblées. Les sociologues rapatriés dans les premières années de la République fédérale ne pouvaient donc ni constituer un groupe de pression intellectuel, ni influencer le courant sociologique dominant de manière tangible, surtout en tenant

compte des diverses acquisitions intellectuelles que la discipline avait faites en exil et même si l'internationalisation avait entraîné une modernisation de la discipline.

La négligence à leur égard alla si loin qu'en fin de compte, même les rapatriés finirent par considérer que leur expérience de l'exil ne présentait pas beaucoup d'intérêt. De même que dans les lexiques spécialisés, les informations sur les personnes qui étaient restées en Allemagne n'évoquent en général jamais le troisième Reich, de même l'exil ne fait pratiquement jamais l'objet de la curiosité des chercheurs. Si l'on considère quelques publications spécialisées parues tout de suite après la guerre, on constate que l'exil reste dans le flou. Il ne deviendra tangible qu'avec l'École de Francfort dont la renommée (comme « bastion marxiste ») sera relativement tardive.

1. En 1948 parut un recueil en hommage à Alfred Weber⁴², le sociologue octogénaire de Heidelberg qui n'avait pas quitté le pays mais avait pris volontairement sa retraite en 1933 pour marquer son opposition au régime nazi. Parmi les 26 collaborateurs qui participèrent à la rédaction de ce recueil – dont la moitié venaient d'exil – on trouve aussi des auteurs comme Ernst Wilhelm Eschmann, adepte enthousiaste d'une sociologie nazie, ce qui ne suscita pas la moindre objection.

2. On retrouve le même cas de figure dans un recueil composé à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire d'Alfred Vierkant⁴³, dont les écrits n'ont pas toujours été le fait d'un esprit éclairé. Là encore, on trouve à côté de représentants de l'émigration comme Alfred Meusel ou Theodor Geiger, des auteurs de tendances idéologiques tout à fait contestables comme Erich Rothacker ou Richard Thurnwald.

3. Le recueil consacré à Leopold von Wiese ne fait pas exception⁴⁴ : un apologue du nazisme comme Carl August Emge y côtoie de nombreux rapatriés. D'autres auteurs au passé



45. *Soziologie*, Düsseldorf & Köln, Eugen Diederichs Verlag, 1955.

46. «Die Grundlagen der heutigen Gesellschaftskrise», in Wilhelm Bernsdorf, Gottfried Eisermann, *Die Einheit der Sozialwissenschaften*, Stuttgart, Enke, 1955, p. 148.

47. *Vor den Ruinen Deutschlands*, Konstanz, Historisch-politischer Verlag, 1945, p. 137.

48. Stuttgart, Kohlhammer, 1962.

49. «Gesellschaftliches Bewusstsein und Soziologie», *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, Sonderheft 21, 1979, pp. 358 et suiv.

50. Ralf Dahrendorf fut le premier sociologue de la génération d'après-guerre à adopter une attitude critique à l'égard de sa discipline: «Soziologie und Nationalsozialismus», in Andreas Flitner, *Deutsches Geistesleben und Nationalsozialismus*, Tübingen, Wunderlich, 1965, pp. 108 et suiv.

51. Cette «question très délicate» – compte tenu de l'affluence d'anciens nazis – dont a parlé René König (*Leben im Widerspruch*, Frankfurt, Ullstein, 1984, p. 189), ne posait pas vraiment problème dans la vie quotidienne.

52. Dans la corporation, cela aboutit au début des années cinquante à une véritable révolte contre l'influence restreinte de certains émigrants. Günther Ipsen appela à une «guerre civile en sociologie» contre «Horkheimer et compères», cf. Johannes Weyer, *Westdeutsche Soziologie 1945-1960*, Berlin, Duncker & Humblot, 1984.

53. Theodor Adorno, «Resignation», in *Kleine Schriften zur Gesellschaft*, Frankfurt, Suhrkamp, 1971, p. 150.

douteux, comme Wilhelm Mühlmann ou Wilhelm Brepohl, y ont également participé.

4. René König cite non seulement Hans Lorenz Stoltenberg ou le «*Rassen-Günther*» parmi les sources à retenir, mais il participe également au premier manuel de l'après-guerre publié par Arnold Gehlen et Helmut Schelsky, auquel participent aussi des auteurs comme Karl Heinz Pfeffer, Gerhard Mackenroth ou Elisabeth Pfeil⁴⁵.

La période de l'après-guerre ne fut nullement propice aux exilés. Le grand ménage réclamé par Max Horkheimer, dans les universités par exemple n'eut jamais lieu. Parmi les sociologues, certains qui avaient suivi le mouvement comme Friedrich Bülow, Hans Freyer, Hans Linde, W.E. Mühlmann, K.V. Müller, Ludwig Neundörfer ou Ilse Schwidetzky, poursuivirent leur carrière universitaire après la guerre. Dès lors que «le changement d'orientation intellectuelle» (Alfred Weber) dans le monde des sciences et de la culture n'avait pas eu lieu, la sociologie en exil évoquait un souvenir gênant et ne pouvait s'intégrer dans le système traditionnel comme alternative culturelle. Alfred Vierkant écrit ainsi avec ironie, que «l'on avait surestimé la distance qui séparait les circonstances exceptionnelles de jadis et les circonstances habituelles».⁴⁶

L'empirisme ne suffit pas

«Cela a commencé par des fautes de raisonnement, cela ne peut donc être surmonté que par raisonnement juste», d'après Franz Albert Kramer dans un «appel historique à une auto-reflexion».⁴⁷ L'ancien réfugié Richard F. Behrendt fut le seul à revendiquer cette correction de pensée pour sa discipline dans son livre *Der Mensch im Licht der Soziologie*.⁴⁸ Un projet utopique, selon König⁴⁹ qui pensait formuler une idée nouvelle en proclamant une vingtaine d'années plus tard que la

sociologie avait pour fonction de mettre en lumière les aveuglements contemporains.

Le 10 août 1948, lors de la neuvième Journée des sociologues à Worms, Theodor Litt insista sur le fait que toute amorce d'amélioration de la situation devait commencer par un grand ménage intellectuel. Ce savant demeura seul avec sa revendication. Beaucoup de ceux qui avaient un passé politique chargé se retrouvèrent à leurs postes universitaires peu après 1945, bien avant le grand pardon général que l'on devait adresser plus tard aux « victimes de la dénazification ». Ce cercle de gens n'avait pas tellement intérêt à ce que l'on aille remuer dans le passé⁵⁰. Leur influence explique peut-être que de nombreux rapatriés aient hésité à affronter le climat culturel ambiant en se livrant à une réflexion sur le passé⁵¹. Ce que l'on voulait, ce n'était pas une mise en cause mais une « disculpation » (Jahoda) : en face de cela, la sociologie en exil avait peu de poids⁵².

Dès septembre 1946 à la première Journée des sociologues d'après-guerre à Francfort-sur-le-Main, on s'était opposé à un travail de réflexion sur le passé – à table, on servait des haricots qui provenaient des stocks américains – et pour l'heure, on préférait se livrer à une analyse du présent que de s'occuper de la question de la culpabilité. Mais cette analyse fondait sa motivation empirique sur un

« besoin de réalité et d'orientation anti-idéologique » après une catastrophe qui résultait d'une déformation de la réalité et d'un mensonge idéologique, comme l'analysait rétrospectivement Helmut Schelsky dans son livre *Ortsbestimmung der deutschen Soziologie* (1959). Mais l'empirisme n'est pas seulement différent du réalisme. Il reste aveugle, s'il tente de s'en sortir sans « notion d'orientation » (Scheler), car une recherche sociologique dépourvue de valeurs est elle-même sans valeur. Une réception même superficielle de la sociologie en exil aurait permis de prendre conscience de ce problème. En 1938, Theodor Geiger avait déjà démontré que même par le biais de l'empirisme, la connaissance des faits sociaux implique une échelle des valeurs sociales et vice versa : « Penser, ce n'est pas reproduire ce qui est. »⁵³

Quand l'empirisme méthodologique se borne à ne vouloir être que cela et rien de plus, on en arrive vite à un « aveuglement intellectuel » (Horkheimer). L'empirisme en guise d'analyse historico-idéologique – et nous rejoignons ici Schelsky – a toujours été le moyen le plus sûr de masquer la vacuité intellectuelle et morale des sciences dans les régimes totalitaires.

*Traduit de l'allemand
par Marie-Claude Auger*